

MAO TSE TOUNG

**«DISCOURS
A UNE CONFERENCE DE TRAVAIL
ELARGIE
CONVOQUEE
PAR LE COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS»**

(30 janvier 1962)

MAO TSE TOUNG : «DISCOURS A UNE CONFÉRENCE DE TRAVAIL ELARGIE CONVOQUÉE PAR LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS»

(30 janvier 1962)

Nous publions ici un discours de Mao Tsé-toung de 1962 rendu public par le Parti Communiste Chinois en commémoration de son cinquante-septième anniversaire.

Camarades,

Je vais maintenant vous faire part de mon opinion sur quelques questions. (Vifs applaudissements). En tout, je traiterai de six points dont le thème central sera le centralisme démocratique ; par la même occasion, je toucherai aussi d'autres problèmes.

Le premier point : *La méthode pour la conduite de cette conférence*

Plus de 7 000 personnes participent à cette conférence de travail élargie du comité central. A l'ouverture des travaux, plusieurs camarades avaient déjà préparé un projet de rapport. Avant que ce texte soit discuté au bureau politique du comité central, j'ai proposé à ceux-ci de vous le distribuer immédiatement, au lieu de le soumettre d'abord au bureau politique, afin que chacun puisse faire ses commentaires et ses suggestions. Camarades, il y en a parmi vous qui viennent des différents secteurs et localités, des comités du parti aux niveaux de la province, de la préfecture et du district, des comités du parti de différentes entreprises et des divers départements relevant de l'autorité centrale. La plupart d'entre vous sont plus proches de la base

et doivent mieux connaître la situation et les problèmes que nous, les camarades du comité permanent, du bureau politique et du secrétariat du comité central. De plus, comme vous occupez des charges différentes, vous pouvez aborder les problèmes sous des angles différents. C'est pourquoi vous avez été priés de formuler vos opinions. Le projet de rapport vous a été distribué, et, comme on s'y attendait, il a soulevé une discussion très animée ; tout en exprimant votre approbation pour les principes fondamentaux formulés par le comité central, vous avez avancé de nombreuses suggestions. Après quoi on a créé une commission rédactionnelle de 21 membres, dont des camarades responsables des divers bureaux du comité central. Un second projet de rapport a été rédigé à l'issue de 8 jours de discussion. On doit dire que ce texte est le condensé, fait par le comité central, des discussions de plus de 7 000 personnes. Sans vos suggestions, ce second projet de rapport n'aurait pu être rédigé. Dans ce texte, de grands changements ont été apportés aux première et deuxième parties ; c'est à vous que le mérite en revient. J'ai entendu dire que vous avez donné une appréciation favorable de cette seconde version, que vous la tenez pour assez bonne. Si, au lieu d'employer cette méthode, nous avions utilisé la procédure habituelle — d'abord un rapport, puis une discussion, et enfin une approbation à main levée de toute l'assistance —, on n'aurait pas pu faire les choses aussi bien.

Il y a donc là une question de méthode pour conduire nos travaux. D'abord, on distribue le projet de rapport et on invite l'assistance à faire des suggestions pour y apporter des amendements. Ensuite, on fait le rapport ; il ne s'agit pas d'en donner lecture textuellement, mais de présenter les nouveaux éléments et d'apporter des explications. De cette façon, on peut mieux faire régner la démocratie, cristalliser la sagesse de tous, et comparer les différents points de vue. Nos réunions n'en seront que plus vivantes. Notre conférence a pour objet de faire le bilan de l'expérience du travail des 12 années passées, et spécialement des 4 dernières. Il y a beaucoup de problèmes, et il y aura aussi sans doute toutes sortes d'opinions ; il convient donc d'adopter la méthode en question. Cela veut-il dire qu'elle puisse être utilisée pour toutes les conférences ? Pas forcément. On l'emploie lorsqu'on a tout son temps. Les réunions de l'assemblée populaire nationale pourraient peut-être utiliser parfois cette méthode. Camarades des comités du parti pour les provinces, les préfectures et les districts, quand vous aurez des réunions à convoquer, vous pourriez aussi la mettre en pratique si les circonstances l'autorisent. Bien sûr, comme vous êtes accaparés par votre travail, vous ne pouvez pas habituellement consacrer beaucoup de temps aux réunions. Mais rien ne vous empêche d'essayer, quand les conditions le permettent.

En quoi consiste cette méthode ? C'est la méthode du centralisme démocratique, la méthode de la ligne de masse. Démocratie d'abord, centralisme ensuite ; partir des masses pour retourner aux masses ; lier la direction et les masses. Voilà le premier point dont je voulais parler.

Il semble que certains de nos camarades ne comprennent toujours pas le centralisme démocratique dont ont parlé Marx et Lénine. Il y en a qui sont déjà des vétérans de la révolution, «modèle 38» ou de quelque autre modèle. Mais, bien que communistes depuis plusieurs dizaines d'années, ils ne comprennent toujours pas cette question. Ils ont peur des masses, peur de leur opinion, peur de leurs critiques. Mais quelles raisons les marxistes-léninistes auraient-ils d'avoir peur des masses ? On refuse de reconnaître soi-même son erreur, et en outre on craint que les masses ne la signalent. Or, plus on a peur, plus on se met dans l'embarras. Je pense qu'on ne devrait pas avoir peur. Qu'y a-t-il à craindre en somme ? Notre attitude à ce sujet, c'est de défendre fermement la vérité et d'être constamment prêts à corriger nos erreurs. Dans notre travail, la question de savoir ce qui est vrai et ce qui est faux, ce qui est correct et ce qui est

incorrect relève des contradictions au sein du peuple. De telles contradictions ne peuvent se résoudre par des invectives ou des coups, et moins encore avec le couteau ou le fusil. Nous pouvons seulement recourir à la méthode de discussion, de raisonnement, de critique et d'auto-critique. En un mot, nous pouvons seulement recourir à des méthodes démocratiques, en laissant les gens s'exprimer.

Au sein comme en dehors du parti, il faut qu'il y ait une véritable vie démocratique ; cela signifie qu'il faut appliquer sérieusement le centralisme démocratique dans ces deux sphères. Il faut véritablement mettre les problèmes sur le tapis, et laisser les gens dire leur mot. Même si c'est pour nous blâmer, nous devons les laisser s'exprimer. Au pire, leurs blâmes auront pour effet de provoquer la chute des personnes incriminées ; elles ne pourront plus rester à leur poste, et seront mutées à des organismes d'échelon inférieur ou transférées ailleurs. En quoi cela serait-il inconcevable ? Pourquoi un homme devrait-il toujours monter et ne jamais descendre ? Pourquoi devrait-il travailler toujours au même endroit et ne jamais être muté ailleurs ? Je pense qu'une telle rétrogradation et une telle mutation — qu'elles soient justifiées ou non — sont de toute façon bénéfiques ; elles permettent à l'intéressé de tremper sa volonté révolutionnaire, d'explorer et d'étudier toutes sortes de situations nouvelles et d'acquérir davantage de connaissances utiles. J'en ai fait moi-même l'expérience et j'en ai tiré grand profit.

Si vous ne me croyez pas, nous n'avez qu'à essayer. Sema Tsien a dit : «*Le roi Wen, jeté en prison, élabora le Tcheou Yi ; Confucius, plongé dans l'adversité, compila les annales de printemps et de l'automne ; Kiu Yuan, exilé écrivit le Li Sao ; Tsou-kieou Ming, devenu aveugle, écrivit le Kouo Yu ; Souen Pin, mutilé par la torture, rédigea l'art de la guerre ; Liu Pou-Wei fut déporté au pays de Chou et ainsi le monde put lire son œuvre ; Han Fei fut emprisonné au royaume de Tsin, et il écrivit le Chouei Nan et le Kou Fen. Les trois cents poèmes du livre des odes ont presque tous été composés par des sages pleins de courroux*». Dans les temps modernes, on a mis en doute la véracité des témoignages sur le roi Wen élaborant le Tcheou Yi et Confucius compilant les annales de printemps et de l'automne. Mais ne nous occupons pas de cela, laissons ces problèmes aux experts ! En tout cas, Sema Tsien pensait que c'était vrai. Pour ce qui concerne le roi Wen et Confucius, l'un fut effectivement emprisonné et l'autre connu vraiment l'adversité. Ces exemples mentionnés par Sema Tsien, à part celui de

Tsouokieou Ming devenu aveugle, évoquent tous le traitement inique réservé à ces époques-là par les dirigeants de l'échelon supérieur aux personnes en question.

Dans le passé, il nous est arrivé aussi de traiter injustement certains cadres. Que nous ayons fait une erreur complète ou seulement partielle à leur égard, nous devons les réhabiliter après avoir réexaminé chaque cas concret. Mais d'une manière générale, ce traitement injuste — rétrogradation ou mutation — aura trempé leur volonté révolutionnaire et leur aura permis d'acquérir beaucoup de nouvelles connaissances auprès des masses populaires. Je tiens à déclarer ici que je ne suis pas en train d'affirmer que l'on puisse, sans aucun discernement, traiter injustement nos cadres, nos camarades ou qui que ce soit, ainsi que le firent les anciens qui enfermèrent le roi Wen, tourmentèrent Confucius, exilèrent Kiu Yuan ou firent sauter les rotules de Souen Pin. Je ne suis pas pour cette façon de faire, mais contre. Ce que je veux dire, c'est que chaque étape de l'histoire de la société humaine a vu de ces erreurs dans la façon de traiter les gens. Dans la société de classes, de tels exemples sont nombreux. Même dans une société socialiste, on ne peut éviter complètement de telles choses. Les erreurs de ce genre sont inévitables, que ce soit dans une période sous direction d'une ligne correcte ou incorrecte. Il y a toutefois une différence : dans une période où la ligne est correcte, dès que des erreurs sont découvertes, leurs victimes peuvent être réhabilitées après examen de leur cas, elles peuvent obtenir réparation et retrouver ainsi la paix de l'esprit et relever la tête. Mais dans une période où la ligne est incorrecte, cela devient impossible. Le seul moyen d'y remédier, c'est que ceux qui représentent la ligne correcte, saisissent la première occasion favorable pour prendre l'initiative de rectifier les erreurs, par recours aux méthodes du centralisme démocratique. Quant à ceux qui ont commis des erreurs, s'ils sont rétrogradés ou mutés, après que leurs erreurs ont été critiquées par les camarades, que les échelons supérieurs ont statué sur leur cas et l'ont traité de façon appropriée, il est inutile de dire que cette rétrogradation ou cette mutation peut les aider à corriger leurs erreurs et à acquérir de nouvelles connaissances.

Il y a actuellement des camarades qui ont très peur que les masses prennent l'initiative de la discussion et émettent des idées qui diffèrent de celles des organismes de direction et des dirigeants. Dès que l'on débat d'un problème, ils étouffent l'initiative des masses et les empêchent de s'exprimer. Cette attitude est déplorable. Le

centralisme démocratique est inscrit dans les statuts de notre parti et dans notre constitution, mais ils ne l'appliquent pas. Camarades, nous sommes des révolutionnaires. Si nous avons vraiment commis des erreurs, qui sont de nature à nuire à la cause du parti et du peuple, alors, nous devons recueillir l'opinion des masses et des camarades, et faire notre autocritique. Parfois même il faut faire cette autocritique plusieurs fois de suite. Si une fois ne suffit pas, si les gens ne sont pas satisfaits, il faut recommencer une seconde fois. S'ils ne sont toujours pas satisfaits, il faut recommencer une troisième fois, et ainsi de suite jusqu'à ce que plus personne n'ait de critique à formuler. Certains comités provinciaux du parti ont déjà agi de la sorte. Certaines provinces ont davantage d'initiative, car on y laisse parler les gens. Les premières à avoir pratiqué l'autocritique avaient commencé en 1959. Et les dernières, en 1961. Certaines autres se sont vues dans l'obligation de faire leur autocritique, comme ce fut le cas du Honan, du Kansou et du Tsinghai. Selon certains, il y a d'autres provinces qui, semble-t-il, se mettent seulement maintenant à l'autocritique. Que vous preniez l'initiative de l'autocritique ou qu'on vous y pousse, que vous le fassiez un peu plus tôt ou un peu plus tard, ce qui compte, c'est que vous regardiez vos erreurs en face, que vous soyez sincères pour les admettre et les corriger, que vous soyez prêts à laisser les masses vous critiquer. Du moment que vous adoptez une telle attitude, vous serez bien accueillis.

La critique et l'autocritique, c'est une méthode, une méthode pour résoudre les contradictions au sein du peuple, et c'est d'ailleurs la seule. Il n'y en a pas d'autres. Toutefois, sans une véritable vie démocratique, sans un véritable centralisme démocratique, il ne sera pas possible d'appliquer cette méthode de critique et d'autocritique.

Est-ce que nous ne connaissons pas, à l'heure actuelle, de nombreuses difficultés ? A moins de nous appuyer sur les masses et de mobiliser leur enthousiasme et celui des cadres, nous ne pourrions surmonter ces difficultés. Mais si vous n'expliquez pas la situation aux masses et aux cadres, si vous ne leur ouvrez pas vos cœurs et ne les laissez pas exprimer leurs opinions, s'ils ont toujours peur de vous et n'osent pas s'exprimer, il sera impossible de soulever leur enthousiasme. J'ai dit en 1957 qu'il faut *« créer une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité et la volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain »*. Une telle atmosphère politique doit régner au sein du parti et en-dehors. Faute de quoi, l'enthousiasme des masses ne peut

être mobilisé. Sans démocratie, il est impossible de surmonter les difficultés. Évidemment, c'est plus impossible encore sans centralisme ; mais s'il n'y a pas de démocratie, il n'y aura pas de centralisme.

Sans démocratie, il ne peut y avoir de centralisme correct, car si les opinions divergent et qu'il n'y a pas d'unité de vues, le centralisme ne peut être établi. Qu'est-ce qu'on entend par centralisme ? C'est avant tout une centralisation des idées justes. Sur cette base, on unifie les vues, les mesures politiques, les plans, le commandement et les actions ; c'est ce qu'on appelle l'unité par le centralisme. Si les gens ne connaissent pas les problèmes, s'ils ont encore des opinions à exprimer ou des griefs à formuler, comment pouvez-vous réaliser l'unité par le centralisme ? S'il n'y a pas de démocratie, il n'est pas possible de dresser correctement le bilan de l'expérience acquise. S'il n'y a pas de démocratie, si les idées ne proviennent pas des masses, il n'est pas possible non plus d'établir une ligne, des orientations, des mesures politiques et méthodes qui soient bonnes. Nos organes de direction jouent simplement le rôle d'une usine de transformation pour établir tout cela. Chacun sait que sans matières premières, une usine ne peut rien transformer. Si les matières premières ne sont pas en quantité suffisante et de la qualité requise, elle ne pourra fabriquer de bons produits finis. S'il n'y a pas de démocratie, si on ne sait pas ce qui se passe en bas, si on ne connaît pas bien la situation, si on ne s'attache pas à recueillir largement l'opinion des différents côtés ; s'il n'y a pas de communication entre les échelons supérieurs et inférieurs, et que les organes de direction des échelons supérieurs s'appuient uniquement sur des matériaux partiels ou inexacts pour prendre des décisions, il sera difficile d'éviter le subjectivisme ; il sera impossible de parvenir à l'unité de vues et d'action, et impossible de réaliser un véritable centralisme. Le thème principal de notre conférence n'est-il pas l'opposition à l'ultra-décentralisation et le renforcement de l'unité par le centralisme ? Si nous manquons de promouvoir pleinement la démocratie, ce centralisme et cette unité seront-ils véritables ou fictifs ? Seront-ils réels ou vides de sens ? Seront-ils corrects ou incorrects ? Ils ne pourront qu'être fictifs, vides de sens, incorrects.

Deuxième point : *Le centralisme démocratique*

Notre centralisme a la démocratie pour base ; le centralisme démocratique prolé-

tarien repose sur une large démocratie. Le comité du parti aux divers échelons est l'organe qui met en œuvre la direction centralisée. Mais la direction des comités du parti est une direction collective ; le premier secrétaire n'a pas le monopole des décisions. Le comité du parti ne peut appliquer en son sein que le centralisme démocratique. La relation entre le premier secrétaire et les autres secrétaires et membres du comité est celle de la minorité se soumettant à la majorité. Par exemple, au comité permanent ou au bureau politique, il arrive souvent que lorsque mes propos — qu'ils soient justes ou non — n'obtiennent pas l'approbation des autres, je dois me soumettre à leur avis parce qu'ils sont la majorité. J'ai entendu dire que dans certains comités du parti à l'échelon de la province, de la préfecture et du district, c'est toujours le premier secrétaire qui a le dernier mot. Cela est tout à fait erroné. Comment est-il admissible qu'une seule personne ait toujours le dernier mot ? Je veux parler des questions importantes, pas du travail de routine qui suit les décisions prises. Toute question importante doit être discutée collectivement. Les différentes opinions doivent être écoutées attentivement, les complexités de la situation et toutes ces opinions doivent être analysées sérieusement. On doit avoir en vue les diverses éventualités, évaluer les divers aspects de la situation : ce qui est favorable et ce qui est défavorable ; ce qui est facile et ce qui est difficile, ce qui est réalisable et ce qui est irréalisable. Il faut autant que possible être prudent et penser à tout. Autrement, c'est le despotisme d'une seule personne. Les premiers secrétaires de ce genre, il faudrait les appeler tyrans, ce ne sont pas les «chefs d'escouade» qui appliquent le centralisme démocratique. Il y avait autrefois un certain Hsiang yu qu'on appelait le tyran des Tchou de l'Ouest. Il n'aimait pas écouter des opinions différentes des siennes. Il avait à son service un homme appelé Fan tseng qui lui apportait ses conseils, mais Hsiang yu ne l'écoutait pas. Il y avait un autre homme appelé Liéou pang qui devint l'empereur Kao tsou des Han et savait mieux accepter des idées différentes des siennes. Un intellectuel nommé Li yi-ki vint voir Liéou pang et se présenta tout d'abord comme un lettré de l'école de Confucius. Il lui fut répondu : «En temps de guerre, je ne reçois pas de lettrés».

Li yi-ki se mit en colère. Il dit au portier : «Toi, tu vas aller lui dire que je suis un buveur de kaoyang et non pas un lettré». Le portier entra à nouveau et l'annonça comme on le lui avait dit. «C'est bon, qu'il vienne», et il fut prié d'entrer. Quand il pénétra, Liéou pang était en train de se laver les pieds, mais il se leva aussitôt pour l'accueillir. Cependant Li yi-ki,

encore furieux que Liéou pang ait refusé de voir un lettré, lui adressa une verte sermonne. «Veux-tu, oui ou non, conquérir le monde ? Pourquoi regardes-tu de haut tes aînés ?» Li yi-ki avait alors plus de soixante ans et Liéou pang était plus jeune que lui, Li se disait donc son aîné. A ces mots, Liéou pang s'excusa et accepta sur le champ le plan de Li pour s'emparer du comté de Tchenliéou. On trouvera cet épisode dans les biographies de Li yi-ki et Lou kia, dans les mémoires historiques de Sema tsien. Liéou pang était un héros dont les historiens de l'époque féodale disaient qu'il était magnanime et tolérant et savait accepter rapidement les conseils. Liéou pang et Hsiang yu se combattirent plusieurs années durant. A la fin, Liéou pang l'emporta et Hsiang yu fut vaincu. Ce n'est pas un hasard. Nous avons actuellement des premiers secrétaires qui ne valent même pas ce Liéou pang de l'époque féodale et ressembleraient plutôt à Hsiang yu. Si ces camarades ne se corrigent pas, ils finiront par tomber. N'y a-t-il pas une pièce intitulée «Les adieux du tyran à sa favorite» ? Si ces camarades refusent toujours de se corriger, le jour viendra sûrement où ils diront eux aussi «adieu à leur favorite» (rires). Pourquoi dis-je cela si crûment ? C'est parce qu'en parlant d'un ton quelque peu sarcastique, je peux mieux piquer certains camarades, pour les faire bien réfléchir. Le mieux serait qu'ils en perdent le sommeil une ou deux nuits. S'ils arrivent à dormir, j'en serais contrarié parce que cela voudrait dire qu'ils n'ont pas été touchés au vif.

Certains de nos camarades ne supportent pas les opinions contraires aux leurs, et ne tolèrent pas qu'on les critique. Ce comportement est détestable. Au cours de cette conférence, une province a tenu une réunion qui se déroulait d'une façon très animée jusqu'au moment où le secrétaire provincial du parti a pris place dans la salle ; ce fut alors subitement le silence, plus personne ne parlait. Camarade secrétaire du comité provincial du parti, qu'est-tu allé faire là-bas ? Pourquoi ne pas rester dans ta chambre pour réfléchir, et ne pas laisser les autres s'exprimer librement ? Quand on crée une telle atmosphère et que les gens n'osent pas s'exprimer devant vous, alors on doit éviter de se montrer. Quand on a commis des erreurs, on doit faire son autocritique ; on doit laisser parler les gens, les laisser vous critiquer. Le 12 juin de l'an passé, dernier jour d'une conférence de travail convoquée à Pékin par le comité central, j'ai parlé de mes défauts et de mes erreurs. J'ai prié les camarades de faire savoir aux diverses provinces et localités ce que j'ai dit à ce sujet. J'ai appris par la suite que dans de

nombreux endroits, cela n'avait pas été fait, comme si mes erreurs pouvaient et devaient être cachées. Non, camarades, il ne faut pas les cacher ; quant aux erreurs que le comité central a pu commettre, je suis responsable pour celles qui me concernent directement ; pour les autres, j'ai aussi une part de responsabilité, car je suis le président du comité central. Je n'incite pas les autres à esquiver leur responsabilité. Il y a des camarades dont la responsabilité est aussi engagée, mais c'est moi qui dois être le premier à l'assumer. Vous qui êtes les secrétaires des comités du parti des provinces, des préfectures et des districts, ou même des arrondissements, des entreprises et des communes populaires, puisque vous remplissez les fonctions de premier secrétaire, vous devez porter comme il se doit la responsabilité des insuffisances et des erreurs dans le travail. Ceux d'entre vous qui se déborent à leur responsabilité ou ont peur de l'assumer, qui ne laissent pas les gens parler, qui se prennent pour des tigres que personne n'oserait toucher, ceux qui adoptent une telle attitude échouent toujours, sans exception. Les gens finiront par dire ce qu'ils pensent. Vous vous croyez donc vraiment intouchables ? Eh bien, on vous critiquera, et comment !

Dans notre pays, à moins de promouvoir pleinement la démocratie au sein du peuple et la démocratie au sein du parti, à moins de mettre en œuvre résolument le système de la démocratie prolétarienne, il sera impossible d'avoir un véritable centralisme prolétarien. Sans un niveau élevé de démocratie, il est impossible d'avoir un niveau élevé de centralisme, et sans un niveau élevé de centralisme, il est impossible d'établir une économie socialiste. Et quelle situation connaîtra notre pays s'il n'établit pas une économie socialiste ? Il deviendra un État révisionniste, et en fait un État bourgeois ; la dictature du prolétariat s'y transformera en une dictature bourgeoise, et ce sera même une dictature réactionnaire de type fasciste. C'est une question qui mérite toute notre vigilance. J'espère que les camarades y réfléchiront comme il faut.

Sans le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat ne peut se consolider. Pratiquer la démocratie au sein du peuple et exercer la dictature sur les ennemis du peuple, ces deux aspects sont inséparables ; ces deux aspects combinés, c'est la dictature du prolétariat ou, en d'autres termes, la dictature de démocratie populaire. Notre mot d'ordre est celui-ci : une dictature de démocratie populaire, dirigée par le prolétariat et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Comment le prolétariat exerce-t-il sa direction ? Par l'intermédiaire du parti commu-

niste, son détachement d'avant-garde. Le prolétariat s'unit avec toutes les classes et couches qui apportent leur adhésion, leur soutien et leur participation à la révolution et à l'édification socialistes, et exerce la dictature sur les classes réactionnaires, ou à proprement parler, sur ce qui reste de ces classes. Dans notre pays, le système d'exploitation de l'homme par l'homme a été éliminé, ainsi que la base économique de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Les classes réactionnaires ne sont plus aussi redoutables que par le passé. Par exemple, elles ne sont plus aussi redoutables qu'en 1949, année de la fondation de la république populaire, ou qu'en 1957, lorsque les droitiens bourgeois ont lancé contre nous de furieuses attaques. C'est pourquoi nous parlons de vestiges des classes réactionnaires. Cependant, nous ne devons surtout pas les sous-estimer ; nous devons continuer à les combattre. Les classes réactionnaires renversées veulent toujours tenter une restauration. Dans la société socialiste, de nouveaux éléments bourgeois peuvent toujours être engendrés. Durant toute l'étape du socialisme, les classes et la lutte de classes continuent d'exister. Cette lutte de classes sera longue et complexe et parfois même très aigüe. Les instruments de notre dictature doivent être renforcés et non pas affaiblis. Notre système de sécurité publique se trouve dans les mains des camarades qui suivent la ligne juste. Il se peut toutefois que dans quelques endroits, les services de sécurité publique soient contrôlés par de mauvais éléments. Il y a aussi des camarades chargés du travail de sécurité publique qui ne s'appuient pas sur les masses, ni sur le parti. Dans le travail d'élimination des contre-révolutionnaires, ils n'appliquent pas la ligne qui demande de faire ce travail sous la direction du comité du parti et en mobilisant les masses. Ils comptent uniquement sur le travail secret, sur ce qu'on appelle le travail professionnel. Un tel travail est nécessaire ; il est indispensable que les contre-révolutionnaires soient l'objet d'enquêtes et d'interrogatoires, mais le plus important, c'est d'appliquer la ligne de masse sous la direction du comité du parti. La dictature sur toute la classe réactionnaire doit tout particulièrement s'appuyer sur les masses et sur le parti. Exercer la dictature sur les classes réactionnaires ne signifie pas liquider tous les éléments de ces classes, mais les réduire, les réduire par des méthodes appropriées afin d'en faire des hommes nouveaux. Sans une large démocratie populaire, il est impossible de consolider la dictature du prolétariat et de stabiliser le pouvoir politique. Sans démocratie, sans la mobilisation des masses, sans le contrôle des masses, il sera impossible d'exercer

une dictature efficace sur les éléments réactionnaires et les mauvais éléments, et il sera impossible de les réduire effectivement. Ils continueront alors à créer des troubles et auront encore la possibilité de provoquer une restauration. Ce problème appelle notre vigilance et j'espère que les camarades y accorderont toute leur réflexion.

Troisième point :
Avec quelles classes nous unir, et quelles classes réprimer ?
Une question de position fondamentale

La classe ouvrière doit s'unir avec la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine, la bourgeoisie nationale patriotique ; mais avant tout, avec la paysannerie. Quant aux intellectuels, — hommes de science, ingénieurs et techniciens, professeurs, instituteurs, écrivains, artistes, acteurs, travailleurs médicaux et journalistes entre autres —, ils ne constituent pas une classe mais se rattachent, soit à la bourgeoisie, soit au prolétariat. Devrions-nous nous unir seulement avec ceux qui, parmi eux, sont révolutionnaires ? Non. Dans la mesure où ils sont patriotes, nous nous unissons avec eux et leur permettons de bien accomplir leur travail. Les ouvriers, les paysans, les éléments petits-bourgeois des villes, les intellectuels patriotes, les capitalistes patriotes et les autres démocrates patriotes représentent plus de 95 % de la population du pays. Sous notre dictature de démocratie populaire, tous ces gens sont englobés dans la notion de peuple et au sein du peuple, la démocratie est de rigueur.

Par la dictature de démocratie populaire, sont réprimés les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les droitiens hostiles au parti communiste. Les classes que représentent les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les droitiens hostiles au parti communiste, sont celles des propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaire. Ces classes et ces individus nuisibles constituent environ 4 ou 5 % de la population. Ceux-là, nous devons les contraindre à se transformer. Ils sont l'objet de la dictature de démocratie populaire.

De quel côté nous tenir ? Du côté des masses populaires qui forment plus de 95 % de la population ? Ou du côté des propriétaires fonciers, des paysans riches, des contre-révolutionnaires, des mauvais éléments et des droitiers, qui n'en représentent que 4 ou 5 % ? Nous devons nous tenir du côté des masses populaires, et en aucun cas, du côté des ennemis du peuple. C'est une question de position fondamentale pour un marxiste-léniniste.

Il en est ainsi à l'intérieur du pays ; il en va de même sur le plan international. Les peuples de tous les pays, les masses qui représentent plus de 90 % de la population, voudront tôt ou tard faire la révolution et soutenir le marxisme-léninisme. Ils ne sauraient soutenir le révisionnisme, et ceux qui, pour le moment, le soutiennent, finiront bien par le rejeter. Ils ne manqueront pas de s'éveiller peu à peu, de s'opposer à l'impérialisme et à la réaction de tous les pays, de s'opposer au révisionnisme. Un marxiste-léniniste authentique doit se tenir résolument du côté des masses populaires, qui constituent plus de 90 % de la population mondiale.

Quatrième point : *La connaissance du monde objectif*

Dans l'acquisition de la connaissance du monde objectif, l'homme doit passer par tout un processus pour accomplir le bond du règne de la nécessité à celui de la liberté. Par exemple : sur la façon de réaliser la révolution démocratique en Chine, il aura fallu à notre parti 24 ans, de sa création en 1921 à son VII^e congrès en 1945, pour parvenir à une complète identité de vue. Entre-temps, nous avons mené à l'échelle de tout le parti un mouvement de rectification qui a duré trois ans et demi, du printemps 1942 à l'été 45. C'était une rectification minutieuse pour laquelle on avait adopté la méthode de la démocratie, c'est-à-dire que, pour quiconque avait commis des erreurs, l'essentiel était qu'il en ait conscience et les corrige, et chacun l'aidait dans ce sens. Ce qui s'appelait «tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme», «partir du désir d'unité et arriver en distinguant le vrai du faux, par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle». C'est de ce temps là que date la formule «unité - critique - unité». Ce mouvement de rectification a aidé les camarades de tout le parti à réaliser leur identité de vue. Comment fallait-il mener la révolution démocratique ? Com-

ment fixer la ligne générale et les diverses mesures politiques concrètes du parti ? C'est à cette époque et plus particulièrement après ce mouvement, que ces problèmes ont pu être complètement résolus.

Au cours de la période entre la fondation du parti et la guerre de résistance contre le Japon, il y a eu l'expédition du Nord et la guerre révolutionnaire agraire de dix ans. Nous avons alors connu deux victoires et deux échecs. L'expédition du Nord a été victorieuse mais, en 1927, la révolution devait se solder par un échec. Nous avions obtenu de grands succès dans la guerre révolutionnaire agraire, et les effectifs de l'armée rouge avaient grossi jusqu'à atteindre 300 000 hommes ; mais nous avons par la suite essuyé des revers et, après la longue marche, le nombre de nos effectifs était tombé à un peu plus de 20 000 hommes. Parvenus au Chensi du Nord, nous les avons plus ou moins renfloués, pourtant ils n'atteignaient pas encore 30 000, c'est-à-dire pas même le dixième du chiffre initial. Mais, de l'armée de 300 000 hommes ou de celle de moins de 30 000, laquelle était la plus forte ? Tant de revers, et d'épreuves nous avaient aguerris, nous avaient donné de l'expérience, nous avions redressé la ligne erronée et restauré la ligne correcte. Ainsi, cette armée de moins de 30 000 hommes était plus forte que l'armée de 300 000. Dans le rapport présenté à cette conférence, il est dit que durant ces quatre dernières années, notre ligne a été correcte et l'aspect principal de notre activité, positif ; que si nous avons commis des erreurs dans notre travail pratique, et l'avons payé cher, nous avons acquis de l'expérience et sommes par conséquent plus forts et non pas plus faibles. C'est effectivement ainsi que les choses se présentent. Dans la période de la révolution démocratique, nous avons dû passer de la victoire à la défaite, puis encore une fois de celle-là à celle-ci, et par deux fois, en faire la comparaison avant de pouvoir connaître ce monde objectif qu'est la Chine. A la veille et au cours de la guerre de résistance contre le Japon, j'ai écrit quelques articles, notamment «Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine», «De la guerre prolongée», «De la nouvelle démocratie», «Pour la parution de la revue *Le Communiste*», et rédigé pour le comité central des documents concernant la politique et la tactique ; ces écrits sont tous un bilan de l'expérience accumulée dans la révolution. Ces articles et ces documents ne pouvaient être écrits qu'à ce moment-là, et pas plus tôt, car avant de passer par ces grandes tempêtes, avant de comparer les deux victoires et les deux défaites, je n'avais pas suffisamment d'expérience et je ne pouvais pas encore

complètement comprendre les lois de la révolution chinoise.

D'une façon générale, ce monde objectif qu'est la Chine, c'est nous, les Chinois, qui l'avons compris et non pas les camarades qui s'occupaient des questions chinoises au sein du Komintern. Ces camarades du Komintern, eux, n'ont pas compris, ou pas très bien compris la société chinoise, la nation chinoise, la révolution chinoise. Nous-mêmes, pendant longtemps, nous n'avions pas une claire compréhension du monde objectif de la Chine ; que dire alors des camarades étrangers ?

C'est seulement dans la période de la résistance au Japon que nous avons formulé pour le parti une ligne générale et un ensemble complet de politiques concrètes, adaptées à la situation réelle.

C'est seulement alors que nous sommes parvenus à connaître ce règne de la nécessité qu'est la révolution démocratique chinoise et que nous avons acquis la liberté. Nous avons fait la révolution pendant une vingtaine d'années déjà. Jusque là, notre activité révolutionnaire était empreinte d'une bonne dose de cécité. Si jamais quelqu'un prétend que l'un ou l'autre camarade, n'importe quel membre du Comité central ou moi-même par exemple, avait entièrement compris, dès le début, les lois de la révolution chinoise, ce serait du bluff et il faudrait bien vous garder de le croire, car rien de tel n'est vrai. Autrefois, surtout au début, nous voulions avec passion faire la révolution, mais quant à savoir la faire, ce qu'elle devait transformer, ce qui devait être fait d'abord et ce qui devait venir ensuite, ce qui devait attendre l'étape suivante, nous sommes restés assez longtemps sans idées claires là-dessus, ou du moins sans idées très claires. Si j'évoque cet épisode de l'histoire montrant comment, dans la période de la révolution démocratique, les communistes chinois ont réussi, malgré bien des difficultés, à comprendre les lois de la révolution chinoise, c'est dans l'intention d'amener nos camarades à se rendre compte de ceci : la compréhension des lois de l'édification socialiste doit passer par tout un processus. Nous devons partir de la pratique, passer de l'inexpérience à l'expérience, d'une expérience assez restreinte à une expérience plus étendue ; passer de ce règne de la nécessité, encore inconnu, — la construction du socialisme — en surmontant progressivement notre cécité, à la pénétration des lois objectives qui nous fait acquérir la liberté, accomplissant ainsi un bond dans notre connaissance jusqu'au règne de la liberté.

Au sujet de l'édification socialiste, nous manquons encore d'expérience. J'en ai parlé avec des délégations de partis frères de plusieurs pays. Nous n'avons pas d'expérience, leur ai-je dit, pour ce qui est de construire une économie socialiste.

Ce problème, j'ai parlé aussi avec des journalistes de certains pays capitalistes, notamment avec un Américain du nom d'Edgard Snow. Il voulait depuis longtemps revenir en Chine et, en 1960, nous avons satisfait son désir. J'ai eu un entretien avec lui. J'ai dit : « Comme vous le savez, nous avons un ensemble d'expériences, un ensemble d'orientations, de mesures politiques et de méthodes pour ce qui est de la politique, des affaires militaires et de la lutte des classes ; mais pour ce qui est de l'édification socialiste, nous n'avons rien fait de ce genre, et nous n'avons pas encore d'expérience. N'est-ce pas ce que vous faites depuis 11 ans ? me direz-vous. Oui, c'est ce que nous faisons depuis 11 ans, mais nous manquons toujours de connaissances et d'expérience. Admettons que nous commençons à en avoir un peu, ça ne fait toujours pas grand chose ». Edgard Snow m'a demandé de lui parler de ce que serait le plan à long terme pour l'édification de la Chine. « Je ne sais pas » ai-je répondu. Il a dit : « Vous êtes trop prudent ». J'ai dit : « Là n'est pas la question, le fait est que je ne sais pas, que nous n'avons pas d'expérience ». Camarades, c'est vrai que nous ne savons pas ; nous manquons réellement d'expérience ; jusqu'à présent, nous n'avons pas vraiment un tel plan à long terme. 1960, c'était l'année où nous nous sommes heurtés à de nombreux obstacles. En 1961, au cours d'un entretien avec Montgomery, j'ai aussi abordé le point de vue exprimé plus haut. Et il m'a dit : « Dans 50 ans vous serez formidables ». Il voulait dire qu'au bout de 50 ans nous serions devenus puissants, que nous pourrions alors « agresser » les autres, mais pas avant 50 ans. Cette opinion, il me l'avait exposée lors de sa visite en Chine en 1960. J'ai dit : « Nous sommes des marxistes-léninistes, notre Etat est un Etat socialiste, et non un Etat capitaliste ; par conséquent, nous ne saurions agresser les autres, que ce soit dans 100 ans, ou dans 10 mille ans. Quant à construire une puissante économie socialiste, 50 ans n'y suffiront pas en Chine ; il faudra 100 ans, ou même plus. Dans votre pays, le développement du capitalisme s'est poursuivi pendant plusieurs centaines d'années, sans compter le seizième siècle, car c'était encore le moyen-âge. Du 17^e siècle à maintenant, cela fait déjà plus de 360 ans. Pour construire dans notre pays une économie socialiste puissante, j'estime qu'il faudra plus de 100 ans ». Quelle période

Mao Tsé toung

était-ce, le 17^e siècle ? En Chine, c'était la fin de la dynastie des Ming et le commencement de celle des Tsing. Un siècle plus tard, au cours de la première moitié du 18^e siècle, c'était le règne de Kienlong, dynastie des Tsing, où vécut Tsao Siue-kin, l'auteur du rêve du pavillon rouge ; c'était l'époque qui produisit des personnages de romans comme *Kia Pao-yu*, qui étaient mécontents du système féodal. A l'époque de l'empereur Kienlong, la Chine avait déjà à l'état embryonnaire, des rapports de production capitalistes, mais elle était encore une société féodale. Tel était le contexte social de la foule de personnages qui évoluaient dans le jardin de la grande vision. Avant ce temps-là, au 17^e siècle le capitalisme se développait déjà dans certains pays européens, et il a fallu plus de trois cents ans pour que les forces de production capitalistes deviennent ce qu'elles sont actuellement. Le socialisme étant à de nombreux égards supérieur au capitalisme, le développement économique de notre pays sera beaucoup plus rapide que celui des pays capitalistes. Toutefois, du fait que la Chine a une population nombreuse, une base faible et une économie arriérée, il lui sera impossible, à mon avis, de développer considérablement ses forces productives pour rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus avancés en moins d'une centaine d'années. Peut être y parviendra-t-on en quelques dizaines d'années, en cinquante ans par exemple, comme l'envisagent certains. S'il en va ainsi, nous en rendrons grâce au ciel et à la terre, et ce sera merveilleux ! Mais je vous conseille, camarades, de prévoir davantage de difficultés et, par conséquent, d'envisager un temps plus long. Il a fallu trois siècles et quelques dizaines d'années pour construire une économie capitaliste puissante ; qu'y aurait-il à redire si, dans notre pays, on construisait une économie socialiste puissante en 50 ou 100 ans environ ? A compter de maintenant, la cinquantaine ou centaine d'années à venir seront une grande époque de changement radical des systèmes sociaux à travers le monde ; une époque de bouleversements prodigieux, une époque comparable à nulle autre dans l'histoire. Vivant à une telle époque, nous devons être prêts à engager des luttes grandioses qui, à bien des égards, différeront des formes de lutte du passé. Dans cette entreprise, nous devons unir le mieux possible la vérité universelle du marxisme-léninisme avec les réalités concrètes de l'édification socialiste de la Chine et avec celles, présentes et futures, de la révolution mondiale, et, par la pratique, arriver peu à peu à comprendre les lois objectives de la lutte. Nous devons nous préparer à subir de nombreux échecs et revers, dus à notre cécité, avant d'acquérir de l'expérience et

de remporter la victoire finale. Dans cette perspective, il y a de nombreux avantages à envisager un temps plus long ; envisager un temps trop court, serait au contraire préjudiciable.

Dans nos efforts pour édifier le socialisme, il y a encore une bonne part de cécité. Pour nous, l'économie socialiste est encore sur bien des points un règne de la nécessité qui demeure inconnu. Prenez mon cas, par exemple : dans les tâches de l'édification économique, il y a beaucoup de questions que je n'ai pas encore assimilées. Je n'entends pas grand-chose à l'industrie et au commerce. L'agriculture, je m'y connais un petit peu. Mais cette connaissance est toute relative, elle est après tout limitée. Pour avoir une connaissance plus étendue de l'agriculture, il faudrait encore connaître la pédologie, la botanique, la science des cultures, la chimie agricole, la mécanisation agricole, etc. Il faudrait aussi connaître les différentes branches de l'agriculture : céréales, coton, oléagineux, chanvre, sériciculture, thé, plantes sucrières, cultures maraîchères, tabac, cultures fruitières, plantes médicinales, produits divers, etc. Il y a en outre l'élevage et la sylviculture. Je suis pour la pédologie du Soviétique W.R. Williams. Dans ses travaux sur les sols, Williams préconisait la combinaison de l'agriculture proprement dite, de la sylviculture et de l'élevage. J'estime que nous devons avoir cette triple combinaison ; autrement, l'agriculture en pâtirait. Tous ces problèmes de la production agricole, je vous conseille, camarades, de les étudier sérieusement quand vous aurez du temps de libre après le travail. J'aimerais moi aussi les étudier un peu. Pour le moment, mes connaissances dans ces domaines sont très limitées. Je me suis surtout penché sur les problèmes touchant au système social, aux rapports de production. Au sujet des forces productives, je sais très peu de choses. Dans l'ensemble de notre parti, ce qu'on connaît de l'édification socialiste est très insuffisant. Au cours de la période à venir, nous devons accumuler de l'expérience, étudier assidûment et, dans la pratique, approfondir peu à peu notre connaissance de l'édification socialiste et en pénétrer les lois. Il faut fournir un gros effort et faire sérieusement des enquêtes et recherches dans ce domaine. Il faut se fixer à la base pendant un certain temps dans des brigades ou des équipes de production, des usines ou des magasins. Faire des enquêtes et des recherches, c'est une méthode que nous suivions assez bien dans le temps ; mais depuis que nous sommes entrés dans les villes, nous avons cessé de l'appliquer avec sérieux. En 1961, nous l'avons remise en honneur, et la situation a déjà plus ou moins changé. Mais dans

certaines endroits, départements et entreprises, ce style de travail ne s'est toujours pas généralisé parmi les cadres responsables, surtout parmi les cadres dirigeants supérieurs. Il y a des secrétaires de comités provinciaux qui, jusqu'ici, ne sont pas encore allés à la base. Si les secrétaires des comités provinciaux n'y vont pas, comment peuvent-ils demander aux secrétaires des comités de préfecture et de district d'y aller ? Ça ne va pas ; il faut que ça change.

Douze années se sont écoulées depuis la fondation de la République Populaire de Chine. On peut les diviser en deux tranches : une de huit ans et une de quatre ans. La première va de 1950 à fin 1957 ; la seconde, de 1958 à aujourd'hui. Notre conférence a fait un bilan sommaire de l'expérience acquise dans notre travail passé, principalement de celle des quatre dernières années. Ce bilan se reflète dans le rapport présenté à cette conférence. Nous avons élaboré, ou bien nous sommes en train d'élaborer, ou bien encore nous allons élaborer, des politiques concrètes pour les divers domaines. Ont déjà été élaborés les soixante points sur les communes rurales, les soixante dix points sur les entreprises industrielles, les soixante points sur l'enseignement supérieur et les 14 points sur la recherche scientifique. Tous ces projets de règlements sont entrés en vigueur ou sont mis en application à titre d'essai ; ils seront révisés par la suite, et peut être certains le seront considérablement. Ce qui est en train d'être élaboré comprend les règlements sur le travail commercial. Ce qui reste encore à élaborer comprend les règlements sur l'enseignement secondaire et primaire. En outre, il faudrait aussi élaborer des règlements sur le travail des organismes du parti et du gouvernement et des organisations de masse. L'armée a déjà mis au point quelques règlements. Bref, dans les 7 secteurs d'activité — industrie, agriculture, commerce, culture et enseignement, armée, gouvernement et parti — nous devons faire consciencieusement le bilan de l'expérience acquise et formuler un ensemble complet d'orientations, mesures politiques et méthodes afin que notre travail dans ces domaines progresse selon une voie correcte.

Il ne suffit pas d'avoir une ligne générale ; il faut encore élaborer, à la lumière de la ligne générale, un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes concrètes et adaptées aux conditions spécifiques des divers secteurs : industrie, agriculture, commerce, culture et enseignement, armée, gouvernement et parti. Ainsi seulement pouvons-nous convaincre les masses et les cadres, les

éduquer en nous servant de ces matériaux d'enseignement afin qu'ils puissent réaliser l'unité de vue et d'action. Et alors seulement sera-t-il possible de mener la cause de la révolution et de l'édification à la victoire ; sans cette unité, ce sera impossible. C'est une chose que, déjà à la période de la résistance au Japon, nous comprenions fort bien. En ce temps-là, nous agissions dans cet esprit ; c'est pourquoi, au sujet de l'ensemble d'orientations, de mesures politiques et de méthodes concrètes pour la période de la révolution démocratique, il y avait, parmi les cadres et les masses, une unité de vue, et en conséquence, une unité d'action qui nous conduisit à la victoire de la révolution démocratique de cette période. Cela, tout le monde le sait. Durant la période de la révolution et de l'édification socialistes, nos tâches révolutionnaires pour les huit premières années étaient les suivantes : dans les campagnes, achever la réforme du système foncier féodal et réaliser ensuite la coopération agricole ; dans les villes, accomplir la transformation socialiste de l'industrie et du commerce capitalistes. Dans le domaine de l'édification économique, notre tâche était alors de relever l'économie et d'accomplir le premier plan quinquennal. Que ce soit dans la révolution ou dans l'édification, nous avons une ligne générale qui était conforme aux conditions objectives et pleinement convaincante, ainsi qu'un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes formulées suivant cette ligne. Nous avons donc pu éduquer les cadres et les masses, unifier leurs points de vue, et le travail se faisait relativement bien. Cela aussi, tout le monde le sait. Mais il y avait une chose : du fait de notre inexpérience dans le domaine de l'édification économique, nous n'avions d'autre alternative que de copier sur l'Union Soviétique. Dans l'industrie lourde en particulier, nous copions pratiquement tout sur l'Union Soviétique et faisons très peu appel à notre créativité. C'était alors tout à fait nécessaire, mais en même temps c'était une faiblesse — un manque d'esprit de création, une incapacité de travailler de façon indépendante et autonome. Naturellement, cela ne devait pas être une stratégie à long terme. A partir de 1958, nous avons établi la politique de compter principalement sur nos propres efforts tout en recherchant l'aide étrangère comme moyen d'appoint. En 1958, à la deuxième session du 8^e Congrès du parti, nous avons adopté la ligne générale suivante : « déployer tous nos efforts et aller toujours de l'avant pour édifier le socialisme suivant le principe de quantité, rapidité, qualité et économie ». La même année étaient créées les communes populaires, et on lançait le mot d'ordre d'un « grand bond en avant ». Pendant une

certaine période après la proclamation de la ligne générale pour l'édification socialiste, nous n'avons pas eu le temps ni la possibilité de formuler un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes, concrètes et adaptées à la situation, car notre expérience était insuffisante. Dans ces circonstances, les cadres et les masses ne disposaient pas d'un ensemble complet de matériaux d'enseignement, ils ne pouvaient recevoir une éducation systématique au sujet des mesures politiques à appliquer, et il leur était donc impossible d'arriver à une véritable unité de vue et d'action. Ils ne pouvaient en avoir la possibilité qu'au bout d'un certain temps, qu'après avoir subi des revers et acquis une expérience positive et négative. Maintenant ça va bien puisque nous avons ces matériaux ou que nous sommes en train de les élaborer. Nous pouvons ainsi poursuivre plus judicieusement la révolution et l'édification socialistes. Pour formuler un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes concrètes suivant la ligne générale, il faut adopter la méthode de partir des masses, faire des enquêtes et recherches systématiques et approfondies, et procéder à une analyse historique des expériences heureuses ou malheureuses dans notre travail. Alors seulement, pourrions-nous découvrir les lois des choses objectives — lois qui leur sont inhérentes et ne sont pas nées de l'imagination de l'homme ; et alors seulement serons-nous en mesure de formuler des règlements adaptés aux circonstances. C'est une question très importante à laquelle je vous invite, camarades, de prêter attention.

Des sept secteurs suivants : industrie, agriculture, commerce, culture et enseignement, armée, gouvernement et parti, c'est le parti qui doit exercer sa direction sur tous les autres. D'une manière générale, notre parti est excellent. Notre parti est essentiellement composé d'ouvriers et de paysans pauvres. Nos cadres dans leur grande majorité sont bons, ils travaillent tous avec zèle. Cependant nous devons reconnaître qu'il existe encore des problèmes dans notre parti ; il ne faut pas s'imaginer que tout y est parfait. Actuellement le parti compte plus de 17 millions de membres, dont, près de 80 % ont adhéré dans les années 50, après la fondation de la République populaire. Ceux qui ont adhéré avant la fondation de la République populaire, représentent seulement 20 %. Et dans ces 20 %, ceux qui ont adhéré avant 1930 — au cours des années 20 — étaient selon le dénombrement fait il y a quelques années, un peu plus de 800 ; certains sont morts ces dernières années, et il n'en reste probablement que 700 et quelques. Parmi les anciens comme parmi les nouveaux

membres du parti, notamment parmi les nouveaux, il y a certains individus qui, du point de vue qualité morale et style de travail, sont impurs. Ce sont des individualistes, des bureaucrates, des subjectivistes, et même des éléments dégénérés. D'autres, revêtent le manteau de communistes, bien qu'ils ne représentent pas la classe ouvrière, mais plutôt la bourgeoisie. Tout n'est pas pur au sein du parti ; nous devons nous en rendre compte, sinon nous en pâtirons.

C'était là mon quatrième point. Je voulais vous dire que notre connaissance du monde objectif doit passer par tout un processus. Au départ, notre connaissance est nulle ou incomplète ; mais au cours d'une pratique répétée, après avoir obtenu des succès et victoires dans le travail pratique, après avoir aussi fait des culbutes et essuyé des revers, et enfin après avoir comparé les réussites et les échecs, nous pouvons parvenir progressivement à une connaissance complète ou relativement complète. A ce moment là, nous avons davantage d'initiative et de liberté, nous devenons plus intelligents. La liberté passe par la connaissance de la nécessité et la transformation du monde objectif. Ce n'est que sur la base de la connaissance des nécessités que l'homme peut s'assurer sa liberté d'action. Telle est la loi dialectique de la liberté et de la nécessité. La nécessité, c'est la loi régissant l'être objectif. Tant que nous ne la connaissons pas, nos actes ne sont pas conscients, mais empreints de cécité. A ce stade là, nous sommes des sots. N'avons nous pas fait un tas de sottises ces dernières années ?

Cinquième point : *Le Mouvement Communiste International*

Sur cette question, je vais faire seulement quelques brèves remarques.

En fin de compte, que ce soit en Chine ou dans les autres pays du monde, plus de 90 % de la population en viendront à soutenir le marxisme-léninisme. Dans le monde, beaucoup de gens encore abusés par les partis sociaux-démocrates, par le révisionnisme, l'impérialisme et les réactionnaires de toutes parts, ne sont toujours pas conscients.

Mais tôt ou tard, ils finiront par s'éveiller peu à peu et par soutenir le marxisme-léninisme. Le marxisme-léninisme, c'est une vérité irrésistible. Les masses populaires fini-

ront tôt ou tard par faire la révolution. La révolution mondiale remportera finalement la victoire. Tôt ou tard, ceux qui ne permettent pas qu'on fasse la révolution, comme ces personnages du livre de Lou Sin — monsieur Tchao, monsieur Tsien et le faux diable étranger qui empêchent Ah Q de faire la révolution — finiront par échouer.

L'Union Soviétique fut le premier État socialiste et son parti communiste, le parti créé par Lénine. Bien que la direction du parti et de l'État Soviétique soit à présent usurpée par les révisionnistes, je conseille aux camarades de garder la ferme conviction que le peuple soviétique, la grande masse des membres du parti et des cadres sont bons et veulent la révolution, et que la domination du révisionnisme ne sera pas de longue durée. Maintenant ou à l'avenir, peu importe quand, notre génération et nos descendants doivent tous apprendre de l'Union Soviétique, étudier ses expériences. Si nous n'apprenons pas de l'Union Soviétique, nous ferons des erreurs. Les gens peuvent se demander : l'Union Soviétique étant tombée sous la coupe des révisionnistes, faut-il toujours apprendre auprès d'elle ? Ce que nous étudions, c'est ce que les hommes et les faits de l'Union Soviétique ont de bon, les bonnes expériences du parti communiste de l'Union Soviétique, les bonnes expériences des ouvriers et des paysans soviétiques ainsi que celles des intellectuels liés aux travailleurs. Quant à ce que les hommes et les faits de l'Union Soviétique ont de mauvais, quant aux révisionnistes soviétiques nous devons les considérer comme des exemples négatifs et en tirer des enseignements.

Nous devons toujours défendre le principe de la solidarité internationaliste prolétarienne. Nous soutenons invariablement que les pays socialistes de même que le mouvement communiste mondial doivent s'unir solidement sur la base du marxisme-léninisme. Les révisionnistes de toutes parts n'arrêtent pas de nous couvrir d'injures. Notre attitude est celle-ci : laissons-les faire à leur guise. Nous leur répondrons comme il convient au moment voulu. Notre parti est habitué aux injures. Laissons de côté celles que nous avons entendues dans le passé ; aujourd'hui, à l'étranger, les impérialistes, les nationalistes réactionnaires, les réactionnaires de différents pays, les révisionnistes nous lancent des invectives ; à l'intérieur, Tchiang Kai Chek nous invective ; et les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les droitiers font de même. Il en a toujours été ainsi et nous y sommes habitués. Sommes-nous isolés ? Moi, je ne me sens pas isolé.

Rien que dans cette salle, nous sommes plus de 7 000 ; comment peut-on être isolé quand on est plus de 7 000 ! (rires) Notre pays a 600 et quelques dizaines de millions d'habitants ; notre peuple est uni ; comment être isolé quand on est 600 et quelques dizaines de millions ? Les masses populaires de tous les pays se tiennent ou se tiendront à nos côtés ; comment serions-nous isolés ?

Sixième et dernier point :

Nous devons unir tout le Parti et tout le peuple

Nous devons unir les éléments progressistes et les éléments actifs au sein comme en dehors du parti ; et unir les éléments intermédiaires afin d'entraîner les retardataires. De cette façon, nous pourrions unir tout le parti et tout le peuple : ce n'est qu'en nous appuyant sur une telle unité que nous pourrions bien faire notre travail, et surmonter les difficultés pour mener à bien l'édification de la Chine. Unir tout le parti et tout le peuple ne sous-entend pas que nous n'ayons pas une orientation bien affirmée. Certains disent que le parti communiste est un « parti du peuple tout entier », mais nous ne voyons pas les choses ainsi. Notre parti est un parti du prolétariat, son détachement d'avant-garde, détachement de combat armé du marxisme-léninisme. Nous nous tenons du côté des masses populaires qui représentent plus de 95 % de toute la population. Et en aucun cas du côté des propriétaires fonciers, des paysans riches, des contre-révolutionnaires, des mauvais éléments et des droitiers, qui constituent 4 à 5 % de toute la population. Il en va de même à l'échelle internationale : nous voulons nous unir avec tous les marxistes-léninistes, tous les peuples révolutionnaires, tous les peuples du monde, jamais avec les impérialistes et les réactionnaires de divers pays qui sont contre le communisme et contre les peuples. Dans la mesure où cela est possible, nous établirons aussi des relations diplomatiques avec ces gens-là, en vue d'une coexistence pacifique sur la base des cinq principes. Mais cela ne relève pas de la même catégorie que notre union avec les peuples des autres pays, ce sont deux choses différentes.

Pour unir tout le parti et tout le peuple, il faut développer la démocratie et laisser les gens s'exprimer. Et cela au sein du parti

comme en dehors. Camarades des comités du parti des provinces, des préfectures et des districts, quand vous serez rentrés, vous devrez laisser les gens s'exprimer. Vous qui êtes présents dans cette salle, vous devrez agir de cette façon, et ceux qui ne sont pas venus devront le faire également. Les dirigeants à tous les échelons du parti doivent y faire rayonner la démocratie et laisser les gens s'exprimer. Quelles en sont les limites ? L'une d'elles est qu'on doit observer la discipline du parti, que la minorité doit se soumettre à la majorité et que l'ensemble du parti doit se soumettre au Comité Central. L'autre limite est l'interdiction d'organiser des factions secrètes. Nous n'avons pas peur d'une opposition ouverte, nous avons peur seulement des opposants camouflés. Devant vous, ces gens là ne disent pas la vérité, mais des paroles mensongères et trompeuses ; ils n'exposent pas leurs buts réels. Mais dans la mesure où les opposants ne violent pas la discipline et ne mènent pas d'activités fractionnelles secrètes, nous leur permettons de s'exprimer et même s'ils disent des choses erronées, nous ne les punissons pas. Les paroles erronées peuvent être critiquées mais il faut convaincre les gens par le raisonnement. Que faut-il faire s'ils ne sont toujours pas convaincus ? Ils peuvent être autorisés à réserver leurs opinions. Du moment qu'elle se soumet aux résolutions et aux décisions prises par la majorité, la minorité peut conserver une opinion différente. Au sein et en dehors du parti, il y a intérêt à autoriser la minorité à réserver son opinion. Plus tard, elle en viendra à changer d'avis, si cette opinion qu'on lui permet de réserver est erronée.

Bien souvent, d'ailleurs, les idées de la minorité s'avèrent être justes. L'histoire en fournit de nombreux exemples. Au début, la vérité ne se trouve pas entre les mains de la majorité mais entre celles d'une minorité. Marx et Engels étaient dans le vrai, mais au début, ils étaient dans la minorité.

Lénine aussi a été très longtemps dans la minorité. Nous avons eu ce genre d'expérience dans notre parti. Sous la domination de Tchen Tou-Sieou et sous la domination de la ligne déviationniste «de gauche», la vérité n'était pas entre les mains de la majorité dans les organes dirigeants, mais entre celles de la minorité.

Dans l'histoire, les doctrines de spécialistes des sciences de la nature tels que Copernic, Galilée, Darwin ne furent pas reconnues par la majorité des gens, pendant très longtemps, mais au contraire considérées comme erronées ; en leur temps, ils étaient dans la minorité. Lorsqu'il fut créé en 1921, notre parti n'avait que quelques dizaines de membres ; c'était aussi une minorité ; or, ces quelques dizaines de

personnes incarnaient la vérité et le destin de la Chine.

Je veux aussi dire quelques mots sur la question des arrestations et des exécutions. À l'heure actuelle, une dizaine d'années seulement après la victoire de la révolution, alors que les éléments des classes réactionnaires renversées n'ont pas encore été réformés, et que certains d'entre eux, de plus, complotent un retour au pouvoir, un petit nombre de gens doivent être arrêtés et exécutés. Sans cela, on ne pourrait apaiser la colère du peuple ni consolider la dictature populaire. Mais il ne faut pas arrêter des gens à la légère, et surtout pas procéder inconsidérément à des exécutions. Il y a des individus indésirables, de mauvais éléments infiltrés dans nos rangs et des éléments dégénérés ; ces gens-là s'assoient à califourchon sur le peuple, pissent et chient sur lui ; ils se conduisent en tyrans, enfreignent gravement la loi et la discipline. Ce sont de petits Tchiang Kai-Chek.

Il nous faut régler le cas de ces gens-là ; parmi ceux qui se sont rendus coupables de crimes très graves, nous devons en arrêter un certain nombre et en exécuter quelques uns, car si nous n'arrêtons ou n'exécutons aucun de ces individus, nous ne pourrions apaiser la colère du peuple. C'est ce que nous entendons lorsque nous disons : «*Nous ne pouvons nous abstenir de toute arrestation et de toute exécution*». Mais il ne faut pour rien au monde en arrêter ou en exécuter trop. On n'arrêtera ni n'exécutera en aucun cas ceux qu'il n'est pas absolument indispensable d'arrêter ou d'exécuter. Il y a un certain Pan Han-Nien qui fut maire adjoint de Changai. Dans le passé, il s'était secrètement rendu au Kuomintang. C'était un membre du groupe C.C. Il est actuellement en prison, nous ne l'avons pas tué ; si nous tuons un homme comme Pan Han-Nien, et levons ainsi la restriction en matière d'exécution, il nous faudrait alors tuer tous ceux dont le cas est analogue. Il y avait aussi un certain Wang Che-Wei, espion à la solde du Kuomintang. Lorsqu'il était à Yen-an, il écrivit un article intitulé *Le lis sauvage*, dans lequel il attaquait la révolution et calomniait le parti communiste. Il fut plus tard arrêté et exécuté. Son exécution eut lieu alors que l'armée était en marche ; elle fut décidée par les organes de sécurité eux-mêmes et non par le Comité Central. Nous avons souvent critiqué cette affaire-là, car nous estimons qu'il n'aurait pas dû être exécuté. C'était un agent secret, il écrivait des articles contre nous et refusait obstinément de s'amender ; bon, il n'y avait qu'à le laisser là-bas et lui faire faire du travail manuel. Ce n'était pas bien de le tuer. Nous devons arrêter et exécuter le moins possible de gens. Si nous nous mettons à arrêter et

exécuter des gens pour un oui ou pour un non, chacun se sentira menacé, et plus personne n'osera parler. Dans une telle atmosphère, il ne saurait y avoir beaucoup de démocratie.

Nous ne devons pas non plus étiqueter les gens à tort et à travers. Certains de nos camarades ont l'habitude de faire pression sur les gens avec leurs étiquettes. Dès qu'ils ouvrent la bouche, les étiquettes pleuvent, ils font tellement peur aux gens que ceux-ci n'osent plus rien dire. Bien sûr, il y aura toujours des étiquettes. N'y en a-t-il pas tout un tas dans le rapport de notre conférence ! L'«ultra-décentralisation» n'en est-elle pas une ? Cependant, il ne faut pas étiqueter les gens à la moindre occasion, et taxer celui-ci ou celui-là et n'importe qui d'«ultra-décentralisation». Il serait préférable que les gens se coiffent eux-mêmes de ces chapeaux, et de ceux qui leur conviennent ; il vaut mieux que ce ne soit pas les autres qui les en coiffent. Si quelqu'un s'est déjà coiffé plusieurs fois d'un chapeau, et que les gens ne sont pas d'accord pour qu'il continue de le porter, il n'aura qu'à l'enlever. Ceci créera une très bonne atmosphère démocratique. Nous préconisons de ne pas exploiter les défauts d'autrui, de ne pas coller d'étiquettes, de ne pas brandir de gourdin. Notre but est de laisser les gens libres de toute crainte pour qu'ils osent s'exprimer.

Nous devons aider avec bienveillance ceux qui ont commis des erreurs et ceux qui ne permettent pas aux gens de s'exprimer. Nous ne voulons pas d'une atmosphère où les gens sentent qu'ils ne peuvent se permettre la moindre erreur, que celles qu'ils pourraient commettre auraient de terribles conséquences, si bien qu'ils ne pourraient plus jamais se relever. Quand quelqu'un a commis des erreurs, du moment qu'il veut sincèrement se corriger et a vraiment fait son auto-critique, nous devons l'accueillir favorablement. Quand il fait sa première ou sa deuxième auto-critique, nous ne devons pas trop lui en demander. Cela n'a pas d'importance que son auto-critique ne soit pas encore très poussée ; nous devons lui permettre de réfléchir encore et l'aider avec bienveillance. Chaque homme a besoin d'être aidé par les autres. Nous devons aider ces camarades qui ont fait des erreurs à se rendre compte de celles-ci. Si quelqu'un a fait sincèrement son auto-critique et veut se corriger, nous devons lui pardonner et adopter une politique de clémence à son égard. Du moment que son travail est pour l'essentiel positif et qu'il est assez compétent, on peut le maintenir à son poste.

Dans ce discours, j'ai critiqué certains phénomènes ; j'ai critiqué aussi certains

camarades, mais sans les nommer. Je n'ai pas indiqué qui était celui-ci, qui était celui-là. Dans votre for intérieur, vous saurez bien vous reconnaître. (rires). Pour les insuffisances et les erreurs de ces dernières années dans notre travail, la principale responsabilité en incombe tout d'abord au Comité Central ; et au Comité Central, c'est d'abord moi qui en suis responsable ; ensuite, la responsabilité retombe sur les comités du parti pour les provinces, les municipalités et les régions autonomes ; et troisièmement, sur les comités du parti pour les préfectures ; quatrièmement sur les comités du parti pour les districts ; cinquièmement sur les comités du parti des entreprises et des communes. En somme, chacun a sa part de responsabilité.

Camarades, quand vous serez rentrés, vous devrez raffermir le centralisme démocratique. Les camarades du comité du parti pour les districts doivent guider les comités du parti des communes pour renforcer ce système. Avant tout, nous devons établir ou renforcer la direction collective, et ne plus pratiquer la méthode de direction si longtemps appliquée : «*A chacun ses responsabilités dans le secteur qui lui est attribué*». Avec cette méthode, le secrétaire et les membres d'un comité du parti font chacun leur morceau de travail séparément ; il ne peut y avoir de véritable discussion collective, ni de véritable direction collective. Il faut promouvoir la démocratie, encourager les gens à faire des critiques et les écouter. Il faut être capable d'accepter les critiques. Il faut prendre l'initiative et commencer d'abord par faire son auto-critique. Tout ce qui mérite examen sera examiné ; cela prendra une heure ou deux tout au plus. On videra son sac ; au fond, il n'y a pas tant de choses que ça. Si les gens pensent que ce n'est pas suffisant, sollicitez donc leur opinion, et si ce qu'ils disent est juste, acceptez-le. En permettant aux gens de s'exprimer, vaut-il mieux le faire avec une attitude active ou avec une attitude passive ? C'est mieux d'être actifs, bien sûr !

Que faire si l'on est déjà dans une position passive ? Dans le passé, vous n'avez pas eu un style démocratique, et vous vous êtes retrouvés dans une position défavorable. Mais cela n'a pas d'importance. Laissez les gens vous critiquer. Laissez-les déverser leurs griefs tout le jour et même le soir, au lieu d'aller au spectacle ; s'il vous plaît, venez et critiquez-moi jour et nuit. (rires). Après quoi, j'irai m'asseoir et j'y penserai la tête froide, sans dormir deux ou trois nuits. Après y avoir bien réfléchi, et fait de la clarté dans mon esprit, je ferai bien sincèrement mon auto-critique. Et

Mao Tsé tOUNG

voilà tout. Bref, laissez les gens dire ce qu'ils pensent, le ciel ne s'écroulera pas pour cela, et vous non plus. Et si vous ne leur permettez pas de s'exprimer ? Alors, vous finirez inévitablement par tomber un jour ou l'autre.

C'est tout ce que je voulais dire aujourd'hui. Le thème central, c'est la nécessité de pratiquer le centralisme démocratique, de mettre la démocratie en honneur, au sein comme en dehors du parti. Je recommande aux camarades de bien considérer cette question. Certains camarades n'ont

encore aucune notion du centralisme démocratique ; le moment est venu pour eux de commencer à penser de cette façon et à comprendre cette question. Si nous développons pleinement la démocratie, nous pourrons faire jouer l'initiative des masses au sein comme en dehors du parti, et unir les larges masses populaires qui constituent plus de 95 % de la population. Ceci fait, notre travail pourra se faire de mieux en mieux, et nous pourrons plus rapidement surmonter nos difficultés. Notre cause se développera beaucoup plus favorablement. (vifs applaudissements).